

*Le Ministre de Suisse à Ankara, E. Lardy,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz*

RP N° 3¹

Ankara, 2 juin 1943

M. Menemencioglu inaugurait dernièrement, par un grand discours, l'Institut turc de Droit international à l'Université d'Istanbul. Parlant en sa double qualité de Député de la ville et de Ministre des Affaires étrangères, il fit de la Turquie nouvelle, comme championne de la légalité et restauratrice du droit, un tableau impressionnant: «Il est un pays, s'écria-t-il, où le droit international non seulement s'abrite, mais règne souverainement, c'est la Turquie.» Il parla ensuite de la réconciliation turco-grecque, de la suppression du «macédonisme» des Balkans, des sentiments interbalkaniques des Turcs, et il compléta sa description en rappelant avec fierté les dix-sept Traités d'arbitrage signés par son pays depuis vingt ans. Passant à la structure intérieure du régime, il définit la nation turque comme «sans privilèges, sans classes, respectueuse au maximum des droits individuels», et déclara qu'il était «contraire à l'essence même du régime que les individus fussent dépossédés de leurs droits au nom des intérêts hypothétiques de la communauté».

Sans vouloir contester le chemin parcouru depuis la dernière guerre ni le haut patriotisme des dirigeants actuels, pleinement conscient aussi du handicap que constitue l'héritage des anciens Sultans, je ne dois pas moins formuler des réserves à l'égard de ce panégyrique réellement difficile à concilier avec certains faits. Relativement à l'arbitrage, par exemple, il suffira de rappeler qu'il y a quelques années mon prédécesseur M. Martin, comme il se réclamait de nos droits auprès du Président du Conseil, en relation avec la Dette Turque, et parlait d'arbitrage, s'attira la réponse suivante: «Demandez l'arbitrage si vous le voulez, mais je vous préviens qu'au cas où vous obtiendriez gain de cause, nous n'exécuterons pas la sentence» (Celui qui parlait ainsi est aujourd'hui le Chef de l'Etat). Et que penser, par ailleurs, de la définition de la nation turque comme sans privilèges, sans classes et respectueuse des droits individuels, en regard du dernier impôt turc sur la fortune, du «Varlik vergisi», cet instrument

1. *Note manuscrite de Pilet-Golaz en tête du document*: Rapport très intéressant. 15.6.43.

d'oppression des minorités dont la mise en application vient d'envoyer aux mines, après les avoir dépouillés de toute leur fortune, une série de citoyens-parias, mis hors la loi parce que d'origine grecque, arménienne ou israélite, accusés aussi de s'être procuré par le commerce des bénéfices excessifs, alors que les Turcs musulmans, moins habiles peut-être dans le négoce, le sont tout autant dans l'Administration...

S'agissant de la fondation d'un Institut de droit, M. Menemencioglu ne pouvait, évidemment, que se réclamer de la légalité, mais l'insistance qu'il y a mise fut si marquée qu'on doit se demander si son discours ne visait point à endiguer, par son excès même, le flot déferlant des protestations contre l'iniquité du nouvel impôt.

Aussi n'est-ce pas pour discuter cette partie de son exposé que je me suis rendu l'autre jour auprès du Ministre, mais à propos du passage final dans lequel, passant à la politique étrangère, il affirma que la Turquie restait fidèle à ses engagements et rappela que, tout en préservant les droits et intérêts de la Nation, il s'appliquait, comme Ministre, à conserver vis-à-vis des «amis» et «alliés» une attitude de «sincérité» et de «franchise».

Menemencioglu m'expliqua immédiatement que ses circonlocutions un peu énigmatiques devaient, comme je le présumais, se comprendre comme le maintien pur et simple du désir turc de conserver la balance égale entre les belligérants, en continuant à éviter toute compromission. Il m'affirma ne craindre une attaque pour son pays d'aucun côté. Relativement aux Puissances Unies et comme je lui signalais qu'après tout, la tête de pont d'Edirne (Andrinople) était le seul point par où une attaque du Continent européen pouvait se produire sans avoir à débarquer, il m'opposa qu'une offensive de grande envergure (et il ne pouvait s'agir d'autre chose) demandait des forces extrêmement imposantes, que ces forces n'étaient pas à pied d'œuvre et que, même si on les avait à portée, il serait impossible de les acheminer ou de les ravitailler en l'état actuel des communications de l'Anatolie. Dans ces conditions, si la Turquie entrait en guerre, on pouvait s'attendre à voir cette fameuse tête de pont de la Thrace contre-attaquée et balayée avant même que d'avoir servi.

A l'inverse et au point de vue allemand, une attaque du Bosphore pouvait se concevoir pour deux raisons: l'une à l'effet de supprimer précisément la tête de pont de Thrace, l'autre comme prélude d'une grande opération de percée vers l'ouest. Dans le premier cas, la mainmise sur les Détroits, quoique effectuée dans un but limité, n'en jetterait pas moins la Turquie dans la guerre en provoquant par là, automatiquement, l'armement intensif des forces turques et la mise en état accélérée, par l'ennemi, des communications anatoliennes. Ainsi l'attaque anglaise des Détroits, que l'occupation allemande devait précisément empêcher, s'en trouverait, au contraire, facilitée. Quant à l'opération de percée générale, le Ministre l'excluait également. Après la perte de l'Afrique, une attaque de l'Egypte n'avait, en effet, plus de chances ni de sens; quant aux pétroles de l'Irak, on pourrait peut-être les atteindre, mais il ne serait pas possible de les transporter. Si on l'avait tentée plus tôt, la manœuvre se serait justifiée parce qu'alors, grâce à la prépondérance en Méditerranée, on pouvait espérer se saisir du pipe-line et, par les ports de Syrie, organiser le transport par mer; maintenant, il était trop tard. Quant à vouloir tourner le front russe par l'Anatolie, on

n'y gagnerait rien non plus puisque le Caucase, qu'on n'avait pu conquérir par le nord, était encore plus difficile à attaquer par le sud. D'autre part, le concours des alliés balkaniques et hongrois, absolument indispensable puisque l'arrière en dépendait, serait douteux pour une entreprise qui, en tout état de cause, ne pouvait plus apporter la décision et la victoire. Enfin, l'expédition lointaine de grandes forces par de mauvais chemins, alors que le danger du second front s'accroissait, serait une légèreté inexcusable.

Menemencioglu attend donc les événements avec calme, certain maintenant que l'équilibre sur le front russe, s'il s'établit, n'exposera pas la Turquie à une offensive de débordement.

Malgré l'intérêt qu'il avait à soutenir le contraire, Menemencioglu n'en laissa pas moins percer un certain scepticisme à l'égard de l'ouverture, alléguée par certains comme prochaine, d'un second front en Italie. Le problème du tonnage, tant pour le transport des troupes que pour leur ravitaillement, lui semble, en effet, n'être pas encore résolu. L'opération présuppose d'ailleurs une domination complète de la Méditerranée en même temps qu'une situation meilleure aussi dans l'Atlantique. On pouvait donc s'attendre, avant l'ouverture de grandes opérations, à une prolongation du bombardement préliminaire des centres industriels allemands, visant à affaiblir le potentiel de guerre ennemi et, notamment, sa production en sous-marins et en avions.

Pour les Allemands, continua le Ministre, qu'ils s'abstinsent ou non d'une nouvelle offensive en Russie, dont les résultats ne peuvent plus être décisifs, il s'agissait en somme de «s'en tirer». A cet effet, les Puissances de l'Axe, après l'avortement de la croisade antibolchevique, semblaient concentrer leur espoir et leurs efforts sur l'exploitation des fissures apparues dans le bloc de leurs trois adversaires, dont aucun n'a les mêmes buts de guerre et qui ne s'accordent aucune confiance. C'est ainsi, précisa Menemencioglu, que le Président Roosevelt s'efforce d'obtenir dès maintenant le concours anglais dans le Pacifique, parce qu'il craint que ce concours manque plus tard, quand la Grande-Bretagne n'aura plus besoin de lui, et que la guerre japonaise, une fois l'Amérique seule, pourrait bien durer «cinquante ans». Du côté soviétique enfin, la famine menace et surviendrait fatalement si l'assistance américaine venait à s'interrompre, d'où reprise du jeu des marchandages entre frères ennemis. Une paix séparée russo-allemande n'est cependant, à l'avis du Ministre, point à attendre parce que Staline comprend que, s'il s'y hasardait, ses alliés de la veille traiteraient alors, eux aussi, «dans les huit jours», afin de lui arracher le bénéfice de sa défection. Il se gardera donc d'une manœuvre qui, en dernière analyse, accélérerait la réconciliation des «Puissances capitalistes» et les préserverait de la ruine.

Parvenu à ce point de ses considérations, Menemencioglu ajouta, pour conclure, qu'il pensait n'avoir plus à justifier longuement auprès de moi, devant cet imbroglio, la résolution du Gouvernement turc d'en rester à l'écart. Sans doute les nécessités de la guerre empêcheraient-elles les adversaires de l'Axe de se brouiller devant l'ennemi, mais tout semblait indiquer que le groupement actuel ne survivrait pas à la paix ni même, peut-être à l'armistice, de sorte qu'on ne retrouverait déjà plus autour du tapis vert cette coalition à laquelle on croyait s'être associé.

Ma conversation avait lieu quelques heures avant la répudiation solennelle du Komintern par le Gouvernement soviétique² de sorte que, bien qu'ayant revu le Ministre plusieurs fois depuis, je n'ai pas pu discuter le point avec lui. J'ai procédé, par contre, à des contrôles auprès de quelques Chefs de Mission.

M. de Papen me confirma, bien entendu, sa conviction que la Turquie n'avait rien à craindre de son pays; il alla plus loin encore et expliqua qu'en rentrant, tout dernièrement, d'Allemagne, il avait transmis au Gouvernement turc la garantie réitérée du Führer. Papen sembla extrêmement intéressé par ce que je lui rapportais du doute des Turcs sur la solidité de la coalition adverse et de leur impression que les Américains désiraient se tourner contre le Japon. Relativement au Komintern et comme illustration de la duplicité soviétique, il m'apporta la photocopie d'un intéressant rapport³ secret du Ministre de France en Suède, datant de 1933 et où les intrigues de M^{me} Kollontay sont divulguées. Bien que le document vous soit probablement déjà connu, je l'annexe à toutes fins utiles. M. de Papen renouvela, par ailleurs, son affirmation que les bombardements de la Luftwaffe pourraient s'intensifier en Grande-Bretagne. Tournant d'autre part en dérision les menaces analogues formulées du côté américain contre l'Italie, il donna à entendre que la reddition italienne ne serait pas accélérée par cette guerre des nerfs puisque, dans l'hypothèse d'une défection, le bombardement de l'Italie ne cesserait pas, mais changerait simplement d'origine.

Le nouvel Ambassadeur d'Italie, M. Guariglia, avec lequel je conversai assez longuement, en est à son cinquième poste d'ambassadeur et passe pour une des vedettes de la diplomatie romaine; il me déclara qu'il avait été, en 1939, adversaire résolu de l'intervention; mais, maintenant que l'Italie était entrée en guerre, son gouvernement ne pouvait, à son avis, plus reculer sous peine de perdre définitivement tout crédit, et il ne reculerait pas... A l'égard des Turcs, qu'il reconnaissait avoir été précipités dans l'alliance anglaise par la crainte de l'Italie, il alléguait que son pays, nonobstant l'impérialisme des journalistes, se présentait aujourd'hui comme un tampon fort utile entre Gibraltar et le Bosphore. Quant à l'Albanie, l'Italie entendait bien la conserver, mais c'était simplement par nécessité élémentaire de sécurité. M. Guariglia répéta encore que son Gouvernement n'était pas dupe de la «douche écossaise» consistant à alterner les offres d'une paix séparée alléchante, avec promesse de restitution de la Tripolitaine, etc., et les menaces de bombardements destructeurs truffés de crayons explosifs. L'opinion américaine s'illusionnait à cet égard, trompée par l'attitude antifasciste des émigrés italiens aux USA et au Brésil.

Quant à la politique turque de rapprochement avec l'Angleterre, l'Ambassadeur ne s'en inquiète pas, conscient de l'importance capitale qu'il y a pour les Turcs à se procurer par tous les moyens des armes, tant contre la Russie que pour préparer leur jeu dans les Balkans. M. Guariglia rappelle ici l'habileté consommée avec laquelle la Turquie d'aujourd'hui, comme celle d'hier, a toujours su faire prévaloir ses propres intérêts, en dépit d'apparences contraires.

2. Cf. N° 361.

3. Note de Pilet-Golaz en marge de ce passage: Il est intéressant en effet et vaut la peine d'être lu.

L'Ambassadeur américain Steinhardt, avec lequel je m'entretins après les deux précédentes visites, m'a répété avec la même énergie que dans nos conversations antérieures ses dénégations d'une pression américaine sur la Turquie. Tout ce que ces gens demandent et espèrent, reconnut-il franchement, c'est d'être laissés tranquilles («all they want is to be left alone»). Les Allemands, précisa-t-il, qui savent tout ce qui se passe et inventorient toutes nos livraisons, doivent, par la nature même de ce que les Turcs reçoivent de nous, comprendre que les préparatifs turcs sont seulement défensifs. Ce n'est pas avec quelques centaines, mais avec des milliers de tanks que l'armée devrait s'équiper pour pouvoir agir offensivement. Quant à cette extrême difficulté d'un débarquement, difficulté que l'invasion par la Thrace serait destinée à éluder, elle est fort exagérée. A la différence de ce qui se passait dans la dernière guerre, où le défenseur, comme aux Dardanelles en 1915, avait un avantage marqué sur l'assaillant, une opération de débarquement est aujourd'hui assurée du succès pour peu – c'est là le point – que la supériorité aérienne soit acquise à l'attaquant et à la condition, bien entendu, que les navires en station soient à l'abri des sous-marins. Or les récents événements de Tunisie viennent de révéler que, dans un secteur limité et préalablement choisi, rien ne résiste plus au bombardement concentré d'une aviation maîtresse de l'air. La difficulté ne consiste donc pas à se conquérir une tête de pont; dès aujourd'hui, si nous décidions de débarquer à Dieppe, déclara l'Ambassadeur, nous y parviendrions à coup sûr. Le problème n'est ainsi pas de débarquer mais de déboucher, quand l'ennemi fait donner ses réserves et que le front élargi s'est mué en bataille de mouvement. La situation, sous ce rapport, ne serait donc pas plus favorable en Turquie qu'en Italie avec, en Thrace, l'inconvénient additionnel d'un terrain d'invasion difficile et celui, plus grave encore, de communications d'arrière extraordinairement étirées. Ce qui n'est pas à dire, ajouta l'Ambassadeur, que l'opération soit facile en Italie, car les réserves ennemies y sont nombreuses et mobiles.

M. Steinhardt m'avait, tout dernièrement encore, fait un tableau impressionnant des bombardements qui attendaient les Italiens s'ils n'abandonnaient pas bientôt la partie. Il n'en reparla plus cette fois, comme si l'espoir d'un effondrement rapide ou d'une sécession, qui s'était dessiné après les capitulations de Tunisie, commençait à disparaître.

Steinhardt fut très catégorique, pourtant, sur l'affaissement du moral ennemi, dont la reddition rapide des divisions allemandes de Tunisie apporterait la preuve. D'importants dépôts, non seulement de munitions mais même d'essence, pourtant facile à incendier, auraient été trouvés intacts, de même que de nombreux canons, dont les culasses auraient dû être jetées à la mer, ainsi qu'un parc considérable de camions en ordre de marche. Et pourtant ce matériel était précieux, notamment pour l'équipement des contingents français. Dans le secteur d'une division blindée, par exemple, le commandant allemand aurait d'abord refusé de se rendre, mais, le Corps néo-zélandais qui lui était opposé s'étant porté en avant, le drapeau blanc serait bientôt apparu, sans que l'attaque eût besoin d'être poussée à fond. L'Ambassadeur me rapporta encore que son service de renseignements lui avait signalé, notamment dans les îles (Dodécannèse), un profond découragement des garnisons italiennes, où souvent

les officiers eux-mêmes, lassés d'une vie de privations et d'ennui, appelleraient l'ennemi de tous leurs vœux. Steinhardt convint, cependant, qu'il pourrait s'agir de conclusions hâtives ou de généralisations, et il fut d'accord avec moi pour reconnaître qu'un succès militaire, même local et sans lendemain, bien exploité par la propagande, pouvait encore provoquer des revirements. Il n'en affirma pas moins que l'attitude des prisonniers faits en Tunisie n'était plus la même, particulièrement chez les Allemands où l'humeur sombre et farouche des débuts ferait place maintenant au soulagement et, à la vue des bonnes rations, presque à la joie.

Relativement à la dissolution du Komintern, Steinhardt qui, ainsi qu'on sait, fut longtemps en poste à Moscou et se réclame de relations étroites avec Staline, fit tous ses efforts pour me convaincre de la sincérité du geste soviétique. Il se porta garant de l'évolution politique de Staline, revenu du communisme, d'après lui, depuis dix ans au moins et qu'il faut se garder de confondre avec un sectaire comme Trotzki, d'ailleurs son irréconciliable adversaire et dont il avait toujours combattu l'idéalisme fumeux. Il suffirait, pour se convaincre de la conversion de Staline, d'avoir été son invité au Kremlin et d'avoir dîné en sa compagnie sur la vaisselle des Tsars. J'énonçai quelques doutes sur la valeur de ces signes extérieurs d'«embourgeoisement», qui pouvaient faire partie de la «politique des rideaux de fumée», et je rappelai qu'en 1935 encore, la Russie avait soutenu de toutes ses forces la révolution espagnole. «Ah mais c'est qu'alors ils le pouvaient», laissa échapper M. Steinhardt; à quoi je répondis qu'en ce cas nous étions d'accord et que le Monde n'était, dès lors, pas à l'abri d'une récurrence. M. Steinhardt objecta seulement qu'à l'avenir, l'argent manquerait pour cela. Il convint que la Troisième Internationale avait consacré en son temps, dans les deux hémisphères de l'Amérique, des sommes énormes à la propagande subversive, mais il soutint, et je suis tout disposé à le croire, que le meilleur de ces fonds était resté dans la poche des agents chargés de leur emploi, qui menaient un train princier et auraient fait plus de bruit que de mal.

M. Steinhardt affirma, en conclusion, que son Gouvernement n'était pour rien dans le geste russe et que c'était par correction qu'on avait attendu, pour publier la décision, l'arrivée de l'envoyé de Roosevelt. Pour M. Steinhardt, Staline a voulu tranquilliser le Monde et fournir, notamment à ses alliés et à leur opinion publique hésitante, la preuve de son intention de pratiquer dorénavant une politique de probité internationale. Toute la question, évidemment, est de savoir s'il est sincère⁴.

4. *Note de Pilet-Golaz en marge de ce passage: Evidemment!*